

Art. 6. Le Gouvernement flamand règle le fonctionnement de la commission et du secrétariat de la commission.

Les membres de la commission et du secrétariat sont liés par l'obligation de confidentialité relative aux données dont ils prennent connaissance dans l'exercice de leur mission, visée à l'article 4, et qui s'y rapportent.

Art. 7. Les frais de fonctionnement de la commission et l'indemnité des membres de la commission sont à charge du budget de la Communauté flamande. Le Gouvernement flamand peut arrêter les modalités à cet effet.

Art. 8. En vue de l'exécution des missions, visées à ou en exécution de l'article 4, la commission traite des données personnelles, y compris des données sensibles, des données de santé et des données judiciaires, de la victime et des personnes impliquées ou présumées impliquées dans l'abus commis contre la victime. Ces données sont traitées dans le respect de la réglementation relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Le Gouvernement flamand arrête les données à traiter, la manière dont elles sont traitées, et désigne le responsable du traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'échange de données personnelles n'est autorisé que moyennant le consentement libre, spécifique, informé et écrit de la victime. Le Gouvernement flamand peut arrêter des modalités concernant la forme et la façon dont les données à caractère personnel sont échangées.

Le traitement et l'échange de données, visés aux alinéas 1^{er} et 2, peuvent porter sur des données à caractère personnel de personnes citées par la victime, sans que ces personnes en soient immédiatement avisées.

Le secrétariat de la commission conserve les données personnelles de la victime et des personnes impliquées ou présumées impliquées dans l'abus contre la victime, jusqu'à cinq ans au maximum après la notification de l'abus.

Dans le présent article, on entend par :

1° données sensibles : des données personnelles révélant la race ou l'origine ethnique, les convictions politiques, religieuses ou philosophiques, ou la qualité de membre d'un syndicat, ou des données sur le comportement sexuel ou l'orientation sexuelle d'une personne ;

2° données de santé : des données personnelles concernant la santé physique ou mentale d'une personne physique, y compris des données concernant des services de santé fournis qui révèlent des informations sur son état de santé ;

3° données judiciaires : des données personnelles relatives à des condamnations pénales et des faits punissables ou des mesures de sécurité qui s'y rapportent.

Art. 9. En vue de la mise en œuvre de la politique, la commission transmet des données d'enregistrement anonymisées à l'Autorité flamande.

Le Gouvernement flamand arrête les données d'enregistrement à fournir, de même que la façon dont et la périodicité selon laquelle ces données sont fournies.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

—
Note

(1) *Session 2017-2018*

Documents :

- Proposition de décret : 1631 – N° 1.

- Rapport : 1631 – N° 2.

- Texte adopté en séance plénière : 1631 – N° 3.

Annales - Discussion et adoption : Séance du 4 juillet 2018.

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2018/13060]

15 JUNI 2018. — **Besluit van de Vlaamse Regering houdende wijziging van diverse bepalingen van het Soortenschadebesluit van 3 juli 2009**

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Jachtdecreet van 24 juli 1991, artikel 25, vervangen bij het decreet van 16 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 20 april 2012;

Gelet op het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijke milieu, artikel 52;

Gelet op het Soortenschadebesluit van 3 juli 2009;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 20 april 2018;

Gelet op advies 63.463/1 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 7°, van het Soortenschadebesluit van 3 juli 2009 wordt de zin "Voor zover het gaat over wildschade of schade door een beschermde soort aan gronden met landbouw- of tuinbouwbestemming, aan de teelten of oogsten op deze gronden of aan de voor de landbouw nuttige dieren, moet de schadelijder kunnen aantonen voor de betrokken percelen geregistreerd te zijn op basis van het decreet van 22 december 2006 houdende een gemeenschappelijke identificatie van landbouwers, exploitaties en landbouwgrond in het kader van het meststoffenbeleid en van het landbouwbeleid." vervangen door de zin "Voor zover het gaat over wildschade of schade door een beschermde soort aan gronden met landbouw- of tuinbouwbestemming, of aan de teelten of oogsten op deze gronden, moet de schadelijder kunnen aantonen voor de betrokken percelen geregistreerd te zijn op basis van het decreet van 22 december 2006 houdende een gemeenschappelijke identificatie van landbouwers, exploitaties en landbouwgrond in het kader van het meststoffenbeleid en van het landbouwbeleid."

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt een punt 8° toegevoegd, dat luidt als volgt:

"8° Voor landbouw nuttige dieren: runderen, varkens, paardachtigen, schapen, geiten, hertachtigen, pluimvee, loopvogels, konijnen en honden.

Art. 3. Aan artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 25 april 2014, wordt tussen het eerste en tweede lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Er geldt geen eigen risico voor schade veroorzaakt door wolf of door lynx."

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor de landinrichting en het natuurbehoud, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2018.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

G. BOURGEOIS

De Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,

J. SCHAUVLIEGE

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2018/13060]

15 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant diverses dispositions de l'Arrêté du 3 juillet 2009 sur les dommages causés par certaines espèces

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le Décret sur la chasse du 24 juillet 1991, l'article 25, remplacé par le décret du 16 juin 2006 et modifié par le décret du 20 avril 2012 ;

Vu le décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel, l'article 52 ;

Vu l'Arrêté du 3 juillet 2009 sur les dommages causés par certaines espèces ;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 20 avril 2018 ;

Vu l'avis 63.463/1 du Conseil d'État, donné le 5 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 7°, de l'Arrêté du 3 juillet 2009 sur les dommages causés par certaines espèces, la phrase « Pour autant qu'il s'agisse de dommages causés par le gibier ou de dommages causés par une espèce protégée à des terrains destinés à l'agriculture ou à l'horticulture, aux cultures ou récoltes sur ces terrains ou aux animaux utiles à l'agriculture, la personne lésée doit pouvoir démontrer être enregistrée pour les parcelles concernées sur base du décret du 22 décembre 2006 portant création d'une identification commune d'agriculteurs, d'exploitations et de terres agricoles dans le cadre de la politique relative aux engrais et de la politique de l'agriculture. » est remplacée par la phrase « Pour autant qu'il s'agisse de dommages causés par le gibier ou de dommages causés par une espèce protégée à des terrains destinés à l'agriculture ou à l'horticulture, ou aux cultures ou récoltes sur ces terrains, la personne lésée doit pouvoir démontrer être enregistrée pour les parcelles concernées sur base du décret du 22 décembre 2006 portant création d'une identification commune d'agriculteurs, d'exploitations et de terres agricoles dans le cadre de la politique relative aux engrais et de la politique de l'agriculture. ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, il est inséré un point 8°, rédigé comme suit :

« 8° Animaux utiles à l'agriculture : bovins, porcs, équidés, moutons, chèvres, cervidés, volaille, oiseaux coureurs, lapins et chiens.

Art. 3. Dans l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 avril 2014, il est inséré, entre les premier et deuxième alinéas, un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Il n'y a aucun risque propre pour les dégâts causés par un loup ou un lynx. » .

Art. 4. Le Ministre flamand, ayant la rénovation rurale et la conservation de la nature dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE



VLAAMSE OVERHEID

[C – 2018/13105]

22 JUNI 2018. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende de vastlegging van de lijst van onderwijsvakken voor de educatieve bacheloropleiding voor het secundair onderwijs

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op de Codex Hoger Onderwijs van 11 oktober 2013, bekrachtigd bij het decreet van 20 december 2013, artikel II.113, § 2, ingevoegd bij het decreet van 4 mei 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 oktober 2017;

Gelet op protocol nr.70 van 22 december 2017 houdende de conclusies van de onderhandelingen die werden gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X, van onderafdeling Vlaamse Gemeenschap van afdeling 2 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van het overkoepelend onderhandelingscomité, vermeld in het decreet van 5 april 1995 tot oprichting van onderhandelingscomités in het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op protocol nr. 82 van 22 december 2017 houdende de conclusies van de onderhandelingen die werden gevoerd in het Vlaams Onderhandelingscomité voor het Hoger Onderwijs, vermeld in de Codex Hoger Onderwijs, gecodificeerd op 11 oktober 2013;

Gelet op advies 63.465/1 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De student van de educatieve bachelor voor het secundair onderwijs kiest uit de onderstaande lijst twee onderwijsvakken, binnen de mogelijkheden die de hogeschool aanbiedt :

- 1° aardrijkskunde;
- 2° bedrijfsorganisatie;
- 3° bewegingsrecreatie;
- 4° bio-esthetiek;
- 5° biologie;
- 6° biotechnieken;
- 7° bouw;
- 8° chemie;
- 9° Duits;
- 10° economie;
- 11° elektriciteit;
- 12° Engels;
- 13° Frans;
- 14° fysica;
- 15° geschiedenis;
- 16° gezondheidsopvoeding;
- 17° haartooi;
- 18° hout;
- 19° informatica;
- 20° islamitische godsdienst;